



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

COMMUN AUX TROIS LOTS

- LOT 1 : Maçonnerie, Plâtrerie, Cloisonnement traditionnel, Cloison amovible et modulaire et Vitrierie
- LOT 2 : Peinture, Revêtements murs et sols, Faux plafond et Faux plancher
- LOT 3 : Stores

Marché n°20255148

Travaux d'entretien de second œuvre des bâtiments d'Ile de France de la Caisse des Dépôts et Consignations

SOMMAIRE

CLAUSES COMMUNES AUX TROIS LOTS	3
ARTICLE 1 - OBJET ET PERIMETRE DU MARCHE	3
1.1 - OBJET	3
1.2 - PERIMETRE DU MARCHE	4
ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	6
2.1 - OBLIGATION DE RESULTAT	6
2.2 - OBLIGATION DU TITULAIRE	6
2.3 - RESPECT DES NORMES ET REGLEMENTS	7
ARTICLE 3 - CONDITIONS D'EXÉCUTIONS	8
3.1 - PERIODE D'INTERVENTION	8
3.2 - EXECUTION DES TRAVAUX	8
3.3 - MATERIEL ET OUTILLAGE	15
3.4 - LA COACTIVITE	16
3.5 - PERSONNEL DU TITULAIRE	16
ARTICLE 4 - PILOTAGE ET SUIVI DES PRESTATIONS	17
4.1 - PILOTAGE OPERATIONNEL	17
4.2 - PILOTAGE DE LA PERFORMANCE	19
ARTICLE 5 - LIVRABLES ATTENDUS	21
5.1 - LIVRABLES	21
5.2 - REPORTING RSE	22

CLAUSES COMMUNES AUX TROIS LOTS

Le présent marché est constitué de trois lots (cf. Article 1.1 ci-dessous) pour permettre une meilleure compréhension de l'articulation entre ces trois lots la CDC prévoit un CCTP commun aux trois lots et un CCTP particulier spécifique par lot.

ARTICLE 1 - OBJET ET PERIMETRE DU MARCHÉ

1.1 - OBJET

Le présent marché concerne les prestations de travaux sur les ouvrages de second Œuvre (Hors lots Techniques) du patrimoine immobilier francilien de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC).

Le présent marché a pour objet les lots suivants :

- Lot 1 : Maçonnerie, Plâtrerie, Cloisonnement traditionnel, Cloison Amovible et Modulaire, et Vitrerie ;
- Lot 2 : Peinture, Revêtement murs et sols, Faux plafond et Faux plancher ;
- Lot 3 : Stores.

Les travaux et prestations à exécuter au titre du présent marché consistent à réaliser des travaux d'entretien, interventions de dépannage, travaux de réparation urgent, travaux d'adaptation, travaux de réaménagement, et des travaux d'embellissement et d'amélioration, de petites et moyennes importances, sur les ouvrages de second œuvre hors lots techniques du patrimoine immobilier francilien de la Caisse des Dépôts et Consignations.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(CCTP)

1.2 - PÉRIMÈTRE DU MARCHÉ

1.2.1 - Description du patrimoine

Les immeubles concernés par le présent marché figurent dans le tableau qui suit :

Sites	Immeubles	Surface	Niveaux d'occupation	Accès et particularités	Zone(s) de chargement
Paris 7	26 rue de Lille 75007 Paris	2.950	2 sous-sols et 6 niveaux (dont comble et 1 entresol)	Pas d'ascenseur	Devant le 26 rue de Lille et le 13 quai Voltaire
Paris 7	51 rue de Lille 75007 Paris	6.285	2 sous-sols et 7 niveaux	2 ascenseurs pour les étages 2 monte-charges pour les sous-sols	Devant le 53 rue de Lille
Paris 7	56 rue de Lille 75007 Paris	29.480	1 sous-sol et 7 niveaux	2 monte-charges du SS1 au R+3/R+4 Accès au R+5 par l'escalier	Quai de livraison du 60 rue de Lille, 5 quai Valéry Giscard d'Estaing et parfois 3 quai Valéry Giscard d'Estaing
Paris 7	59 rue de Lille 75007 Paris	2.275	1 sous-sol et 8 niveaux	2 ascenseurs avec ruptures de charge pour les étages Accès au SS1 par escalier	5 Rue de Poitiers
Paris 7	67 rue de Lille 75007 Paris	3.050	1 sous-sol et 6 niveaux (dont comble et entre sol) 1 jardin	Pas d'ascenseur ni de monte-charge	67 rue Lille et 10 rue de Poitiers
Paris 7	15 quai Anatole France 75007 Paris	13.171	3 sous-sols et 8 niveaux	1 monte-charge pour accès au sous-sol 5 ascenseurs pour accès aux étages	76 rue de Lille
Paris 7	27 quai Anatole France 75007 Paris	350	1 niveau	Rupture de charges par escaliers	27 quai Anatole France

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(CCTP)

Paris 13	Austerlitz 1 72 avenue Pierre Mendès France	18.842	1 sous-sol et 8 niveaux	Ascenseurs + monte-charges	55 quai d'Austerlitz
Paris 13	Austerlitz 2 2 avenue Pierre Mendès France	~ 16.636	2 sous-sols et 8 niveaux	Deux bâtiments nord et sud Du RDC (3 niveaux : haut, intermédiaire et bas) en partie enterrés au R+7 Ascenseurs + monte-charges	5 rue Edmond Flamand
Paris 13	Austerlitz 3 15 avenue Pierre Mendès France	8 867	8 niveaux dont 2 occupés par un service externe	Ascenseurs + monte-charges	15-19, avenue Pierre Mendès France et Rue Bérénice Abbott
Paris 13	Austerlitz 5 (À partir de 2027) 50 avenue Pierre Mendès France	44.414	3 sous-sols et 7 niveaux	2 monte-charges du SS3 au R+7 Mezzanine	Quai de livraison située en RDQ au 39 quai d'Austerlitz
Paris 13	Austerlitz 6 (À partir de 2027) 60 avenue Pierre Mendès France	25.000	1 sous-sol et 9 niveaux	1 monte-charges du SS1 au R+9 Mezzanine	Quai de livraison située en RDQ au 41 quai d'Austerlitz

Le périmètre géographique d'exécution des prestations se situe en Ile-de-France.

1.2.2 - Précisions concernant l'évolution du périmètre des sites du patrimoine

Au cours du marché le périmètre d'intervention sera amené à évoluer, à la hausse ou à la baisse, avec l'ajout ou la suppression d'un ou plusieurs bâtiments en Ile-de-France.

Toute évolution du périmètre d'intervention fera l'objet d'une information au titulaire et d'un avenant.

Les modifications de périmètre seront, dans la mesure du possible, communiquées suffisamment à l'avance au titulaire, afin qu'il puisse prendre les dispositions nécessaires en termes d'organisation.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Dans le cadre du présent marché, le titulaire doit s'acquitter des obligations présentées ci-dessous. En cas de non-respect de ces obligations, les pénalités prévues au CCAP pourront être appliquées.

Le titulaire sera toujours tenu de mener à leurs complets achèvements, toutes les prestations décrites dans le présent document, y compris celles non décrites mais faisant partie intégrante ou nécessaire au complet achèvement de l'ouvrage pour sa parfaite utilisation.

Il est entendu que le titulaire doit suppléer par ses connaissances techniques et professionnelles aux détails qui pourraient être omis dans le présent document.

Le titulaire a obligation de communiquer aux représentants de la CDC tous défauts de conformité des ouvrages relevant ou non de sa prestation mais dont il prendrait connaissance lors de l'exécution des travaux.

2.1 - OBLIGATION DE RÉSULTAT

Les prestations du présent marché sont tenues par une obligation de résultat.

Cette obligation de résultat implique que le titulaire doit mettre en place tous les moyens nécessaires et suffisants pour assurer l'exécution des travaux demandés.

2.2 - OBLIGATION DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à :

- Assumer, sous sa responsabilité exclusive, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes, l'administration et la bonne tenue de son personnel,
- Contrôler régulièrement le bon déroulement de la mission qui lui est confiée, et le respect des consignes données à son personnel,
- Assurer la permanence de ses prestations, de telle façon que la mission, objet du présent marché, soit parfaitement remplie, et respecte les délais,
- Se conformer aux normes et règlements pour l'exécution des tâches qui lui incombent,
- Fournir à ces salariés tous les documents leur permettant la bonne exécution de leur mission.

2.3 - RESPECT DES NORMES ET RÈGLEMENTS

Les opérations sont exécutées suivant les règles de l'art.

Le titulaire s'engage au strict respect des réglementations applicables à sa profession en termes de qualifications, d'usage des produits et de méthodologie d'intervention.

Plus particulièrement les travaux seront exécutés suivant les règles de l'art, avec du matériel de qualité reconnue. L'ensemble des travaux sera exécuté conformément :

- Aux prescriptions du présent document,
- Au CCAP,
- Les lois et réglementations en vigueur.
- Les prescriptions des Documents Techniques Unifiés à caractère obligatoire, établis par le Centre Scientifique Technique du Bâtiment pour les lots concernés par ses interventions.
- Les règles de construction et de sécurité.
- La Nouvelle Réglementation Acoustique (NRA),
- La Réglementation Thermique en vigueur,
- La Nouvelle réglementation handicapée (Arrêté du 1er août 2006, modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007).
- Les installations seront conformes aux recommandations de la norme NFC 15.100.

Dans le cadre de ce marché, le titulaire assurera une veille réglementaire. Il tiendra à jour une liste de l'ensemble des textes applicables concernées par le présent marché et devra en informer la CDC.

Toute évolution de la réglementation en la matière, pendant l'exécution du présent marché, s'impose au titulaire, sans que celui-ci ne puisse opposer une demande de modification du marché pour prendre acte de ce changement. Toute évolution réglementaire impactant le présent marché doit être portée à la connaissance de la Caisse des Dépôts.

Le titulaire ne peut se prévaloir, durant la durée du marché, d'une quelconque ignorance de la réglementation inhérente à son activité. Sa responsabilité contractuelle est engagée en cas de dommages résultant du non-respect des règles afférentes à sa profession.

ARTICLE 3 - CONDITIONS D'EXÉCUTIONS

3.1 - PÉRIODE D'INTERVENTION

Le titulaire intervient aux heures d'ouverture des locaux, entre 7h et 20h du lundi au vendredi en dehors de jours fériés.

Pour les prestations exceptionnelles, il sera possible avec l'accord de la CDC d'intervenir en dehors de ces périodes.

3.2 - EXÉCUTION DES TRAVAUX

3.2.1 - Processus de gestion des demandes

<u>Libellé</u>	<u>A la charge de la CDC</u>	<u>A la charge du titulaire</u>	<u>Délais</u>
Envoi de la demande de travaux par mail	X		Jour J
Visite de chiffrage		X	3 jours ouvrés à compter de la demande
Envoi du devis et documents associés		X	2 jours ouvrés à compter de la visite de chiffrage
Envoi du bon de commande	X		
Exécution des travaux		X	Début dès notification du bon de commande ou à la date indiquée par la CDC
État des lieux, réception des travaux	X		Délai indiqué par la CDC et sur le devis

3.2.2 - Demande de travaux

Pour chaque demande de travaux, la CDC adresse un mail au titulaire.

Cette demande pourra être accompagnée d'une fiche de demande de travaux (cf. annexe Annexe 1 - Fiche de demande de travaux type).

3.2.3 - Reconnaissance des lieux et visite de chiffrage

Dans la mesure où le titulaire le juge nécessaire, il pourra se rapprocher de la CDC pour visiter les zones impactées par la demande d'intervention.

Le délai d'intervention pour la visite de chiffrage est de 3 jours ouvrés à compter de la demande de la CDC notifiée par mail. Dans les cas d'urgences où la situation met en jeu la sécurité des biens et des personnes ce délai est inférieur à 24 heures maximum ouvrées à compter de la demande.

Lors de l'élaboration de son devis, le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et des documents techniques mis à sa disposition (dossier technique amiante (DTA, ...).

A cette occasion, il lui appartient de relever toutes les informations utiles à l'établissement de son devis telles que :

- Les conditions d'accès et de cheminement ;
- Les volumes et linéaires ;
- Les éventuelles particularités.

Lors de cette visite, le titulaire collecte tout document utile au chiffrage et à la réalisation de sa prestation.

A la suite de cette visite, le titulaire se doit d'alerter le représentant de la CDC si les travaux demandés ont un impact sur des installations / infrastructures autre que son domaine d'intervention, notamment sur :

- Les réseaux de plomberie,
- Les réseaux électriques,
- La présence d'amiante ou d'autres substances dangereuses.

Cette liste n'est pas exhaustive et peut être complétée en fonction de la nature des travaux à exécuter.

Le titulaire a la charge de fournir le matériel et outillage nécessaire pour l'établissement de ce chiffrage à son personnel (cf. article 3.3.2. « Outillage » du présent CCTP).

Dans le cas où le titulaire ne demande pas de visite technique, il ne pourra pas l'opposer pour justifier tout retard ou toutes demandes économiques complémentaires en sus de son devis.

3.2.4 - Établissement des devis et des documents associés

Le délai d'établissement des devis pour les travaux à exécuter est fixé à 2 jours ouvrés maximum à compter du jour de la visite pour chiffrage. Les prix du devis sont établis sur la base des prix fixés dans le Bordereau des prix unitaires (BPU).

A la demande de la CDC, les documents/fiches techniques des équipements proposés devront être communiqués avec le devis.

Le délai d'établissement des devis relatifs aux travaux « hors BPU » à réaliser est fixé à 5 jours ouvrés maximum à compter du jour de la visite pour chiffrage visé à l'article 3.2.1 du présent CCTP.

Les prestations « hors BPU » seront occasionnelles et rattachées à des travaux liés au BPU.

Pour toute commande « hors BPU », le titulaire adresse au représentant de la CDC le devis de son fournisseur et la facture d'achat associée.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Toute commande de fourniture « hors BPU » fait l'objet d'une validation préalable de la CDC sur la base du devis du fournisseur.

Le titulaire adresse à la CDC un devis comprenant impérativement à minima :

- Le numéro de marché,
- La description des prestations et travaux à réaliser succinct,
- Le lieu de réalisation des prestations (bâtiment, étage, zone),
- Le délai d'exécution de la prestation, ce délai comprend :
 - o Le délai d'approvisionnement des fournitures, y compris le délai de fabrication,
 - o La date prévisionnelle de démarrage des travaux,
 - o La durée d'exécution des travaux.

La description des prestations et travaux est complétée en annexe du devis sur la fiche de demande de travaux et fait apparaître la nature et les caractéristiques des matériaux, les éléments impactés, le lieu de livraison et le conducteur de travaux et éventuelles personnes à contacter.

Un bon de commande sera alors adressé par la CDC au titulaire, sous réserve de la validation préalable du devis par la CDC.

Sans indication du délai d'exécution dans le devis, le devis est considéré incomplet. De ce fait le devis ne peut être validé et aucun bon de commande ne peut être transmis.

Dans le cas de l'achat de fourniture ou matériel dont la fabrication nécessite plus d'une semaine, le titulaire doit transmettre au représentant de la CDC un justificatif de commande.

Le délai d'exécution débute dès réception de la commande par le titulaire.

Sous réserve d'aléas non imputables au titulaire, le non-respect du présent article sera susceptible de générer des pénalités de retard comme visé à l'article prévu à cet effet dans le CCAP.

3.2.5 - Procès-verbal d'état des lieux préalable aux travaux

Au démarrage des travaux, un procès-verbal d'état des lieux et des matériels de la (des) zone(s) d'intervention est à réaliser à l'initiative du titulaire. Ce document visé par les deux parties servira de référence si des dégradations sont constatées à la suite de l'intervention du titulaire.

Ce document est remis à la CDC le jour de l'établissement de l'état des lieux.

En l'absence de ce document, les mises en état des dégradations constatées dans la zone de travail seront à la charge du titulaire.

3.2.6 - Modalité de livraison et stockage des matériels et matériaux

Le titulaire a en charge la totalité de la prestation relative à la livraison des matériaux et matériels jusqu'à leur mise en œuvre.

Cette prestation inclut :

- La commande auprès du fournisseur,
- Les frais relatifs au transport des marchandises sur le site,
- La réception sur le chantier des marchandises,

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

- Le stockage et la protection des marchandises sur le chantier,
- La manutention des marchandises jusqu'au lieu de mise en œuvre.

Le titulaire s'assure que les matériaux et matériels commandés et livrés sont conformes aux spécifications du marché. Il s'assure également que les conditions de stockage soient convenables et ne risquent pas d'engendrer de dégradations.

Le titulaire devra être présent à toutes les livraisons afin de réceptionner le ou les matériaux nécessaires aux travaux à réaliser.

Pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations et jusqu'à la réception de l'ouvrage, le titulaire doit protéger ses matériels, outillages et biens même terminés contre le risque de vol, de détournement, de dommages, de dégradations et d'usage non conforme. En particulier, il sera responsable de la protection de ses stocks de matériaux, matériels, ingrédients, outillages, instruments, etc. contre tout risque (corrosion, intempéries, déformations, etc.). Cette disposition signifie entre autres que tout vol ou dégradation ne pourra être imputé à la CDC.

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour identifier son matériel.

En fonction des disponibilités, la CDC pourra mettre à disposition du titulaire, un local de stockage. Ce local sera placé sous la responsabilité du titulaire sachant que pour des raisons de sécurité un accès devra être permis au service de sécurité de la CDC. La mise à disposition d'un local ne transfère pas la responsabilité du matériel stocké vers la CDC ; le titulaire en reste l'unique responsable.

Pour toute livraison, le titulaire doit respecter les procédures existantes sur le site, notamment les règles liées à la sûreté et à la sécurité.

3.2.7 - Réunion de suivi de réalisation des travaux

En fonction de la durée et de la nature des travaux confiés au titulaire, des réunions périodiques de suivi sont initiées à la demande de la CDC suivant une périodicité définie lors de la demande de travaux.

Si nécessaire, la périodicité pourra être augmentée ou des réunions exceptionnelles pourront être effectuées à la demande de la CDC sans que le titulaire puisse prétendre à une rémunération supplémentaire.

Ces réunions ont pour objet d'étudier l'avancement des travaux, l'étude du respect du planning, de fixer les dates clés (fin des études, date de réception).

Le titulaire est représenté par le responsable du marché et si nécessaire le chef de chantier (cf. article 4.1.1. « Présentation des parties » du présent CCTP). Sauf indication contraire de la CDC la présence sur site est impérative.

Le titulaire ne pourra être représenté par son sous-traitant.

3.2.8 - Préparation du chantier

GESTION DES NUISANCES

Dans son organisation du chantier, le titulaire doit prendre en compte le fait que le bâtiment est en

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

exploitation. De ce fait il prévient le représentant de la CDC des nuisances que va occasionner son chantier afin d'adapter les conditions d'interventions dans les locaux (consignes, horaires d'interventions) ainsi que les interférences avec l'exploitation normale du bâtiment.

Les travaux doivent engendrer le moins de gêne possible auprès des occupants (des nuisances sonores ou l'entrepôt anarchique de matériels ou matériaux). En fonction des nuisances, il se peut que les travaux soient arrêtés sans contreparties.

Afin de limiter la gêne, il pourra être demandé au titulaire que certains travaux soient réalisés en dehors des périodes ouvrées (cf. Article 3.1 « Période ouvrée » du présent CCTP).

Le non-respect de ces consignes fera l'objet de pénalité conformément à l'article « Pénalités » du CCAP.

SIGNALISATION DES TRAVAUX

Afin d'assurer la sécurité des occupants, le titulaire doit impérativement baliser sa zone de chantier avec les équipements les plus adaptés à la situation (rubalise, panneaux, potelets à chaîne, poteaux avec bande de sécurité/système de balisage, barrière, signalisation de chantier et signalétique adaptée), et poser un affichage indiquant à minima « Zone en travaux ». Le modèle de l'affichage sera validé par la CDC.

Le non-respect de ces consignes fera l'objet de pénalité conformément à l'article « Pénalités » du CCAP.

Dans le cas où la CDC doit se suppléer au titulaire pour la mise en place d'équipements de signalisation, cela fera l'objet d'une réception de la prestation avec une réfaction sur le prix, conformément aux dispositions prévues dans le CCAP.

PROTECTION ET NETTOYAGE DES LOCAUX ET INSTALLATIONS

Avant le démarrage de ses travaux le titulaire a la charge de protéger les matériels et mobiliers se trouvant à proximité de sa (ses) zone(s) d'intervention.

Durant l'exécution de ses travaux, le titulaire a à charge le maintien de son chantier en parfait état de propreté. Cette disposition concerne notamment le nettoyage de la zone de chantier, l'enlèvement et l'évacuation quotidiens des déchets.

Le titulaire est seul responsable de l'évacuation et le traitement de ses déchets. En aucun cas il ne pourra utiliser les filières de traitement de la CDC.

Le titulaire est responsable de toutes les installations sur lesquelles il est intervenu, tant d'une façon partielle que sur l'ensemble de celles-ci. En d'autres termes, toutes les installations, après intervention, doivent être en parfait état de fonctionnement et de sécurité et avoir, si cela doit être, un aspect de finition au moins identique à celui qu'elles avaient auparavant. L'état des lieux avant travaux faisant foi (cf. Article 3.3.2. « Procès-verbal d'état des lieux préalable aux travaux »).

Le non-respect de ces consignes fera l'objet de pénalité conformément à l'article Pénalités du CCAP.

Dans le cas où la CDC doit se suppléer au titulaire pour l'une de ces prestations décrites ci-dessus, cela

fera l'objet d'une réception de la prestation avec une réfaction sur le prix, conformément aux dispositions prévues dans le CCAP.

MODIFICATIONS DES TRAVAUX SANS AUTORISATION DE LA CDC

Toute modification entreprise par le titulaire sans autorisation de la CDC entraînera l'application de pénalités (cf. article « Pénalités » du CCAP) et les reprises nécessaires à l'exécution de la commande initiale aux frais du titulaire.

3.2.9 - État des lieux, réception des travaux et PV de réception

REMISE EN ETAT DES LIEUX

A la fin de chaque prestation, le titulaire s'engage à restituer en parfait état de propreté la/les zone(s) d'intervention.

Dans le cas où des dégradations ou des salissures seraient commises par les équipes du titulaire ou par ses sous-traitants, elles devront être réparées ou nettoyées par le titulaire et à ses frais. Ces actions font partie intégrante de la prestation et constitue un préalable indispensable à la réception des opérations.

PROCES VERBAL DE RECEPTION

La réception des travaux est par dérogation à l'article 41.1 du CCAG-Travaux fixée à un délai d'une semaine après la date de fin des travaux indiquée dans le devis du titulaire. Chaque devis fait l'objet d'une réception.

En cas de retard, le titulaire informe le représentant de la CDC de la date à laquelle ses travaux seront terminés.

A l'issue de la réception des travaux, un procès-verbal (PV) de réception est établi par le titulaire et soumis à l'accord du représentant de la CDC.

En cas de réserves, le titulaire précisera au représentant de la CDC le délai nécessaire pour mettre en application des actions correctives. Dans ce cas, une seconde réception sera organisée pour lever les réserves.

3.2.10 - Garantie

Le délai de garantie est, conforme à l'article 44.1 du CCAG Travaux, d'une durée de 1 an à compter de la réception des travaux.

A l'exception de la garantie pour tous les biens d'équipement (notamment pour le lot 3 Stores) qui est fixée à 2 ans, par dérogation au CCAG-Travaux.

3.2.11 - Remise des dossiers des ouvrages exécutés ou des documents mis à jour

A la fin des travaux, si cela lui est demandé par la CDC, le titulaire devra remettre un dossier des ouvrages exécutés (DOE) ou les documents qui lui ont été mis à disposition par la CDC mis à jour, au format informatique.

Avant la réception des travaux, le titulaire doit transmettre à la CDC les principaux éléments constituant les DOE (ensemble des documents techniques, plans et schémas des installations) nécessaires pour prendre connaissance des installations.

Un délai maximal de 10 jours calendaires après la réception des travaux est accordé au titulaire pour la finalisation du DOE et la remise complète des documents finaux.

Les documents sont remis en un exemplaire numérique (PDF et DWG pour les plans impérativement).

Le dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.) doit contenir au minimum :

- La liste et les coordonnées des fournisseurs,
- Le quantitatif des matériaux et matériels installés (y compris la nomenclature du matériel),
- Les fiches techniques des matériaux et matériels mis en œuvre,
- Les procès-verbaux de contrôle et des essais par les laboratoires agréés,
- Les notices d'utilisation et d'entretien courant des ouvrages exécutés (y compris les gammes de maintenance),
- Un document précisant les actions préventives que doit entreprendre la CDC afin de conserver la garantie,
- Lorsque l'ouvrage exécuté fait appel à une méthodologie particulière, celle-ci doit être jointe au D.O.E.,
- L'ensemble des schémas et plans d'exécution, des notes de calculs, des études de détail.

3.3 - MATÉRIEL ET OUTILLAGE

3.3.1 - Provenance des matériels et matériaux

Lorsque la qualité des matériaux n'est pas fixée dans les descriptifs, le titulaire met en œuvre des matériaux homogènes et de qualité équivalente à ceux rencontrés dans l'immeuble concerné par les travaux.

Le titulaire est garant de la qualité des matériaux mis en œuvre et de la bonne exécution des travaux réalisés.

Il est rappelé que les filières d'approvisionnement devront être les plus courtes possible en relation avec la politique RSE de la CDC.

Tous les éléments commandés pour la CDC mais non utilisés sur le chantier lui seront remis pour stock. Ces éléments en stock doivent être proposés en priorité à la CDC lors de toute demande ultérieure de travaux permettant leur utilisation.

3.3.2 - Outillage

Le titulaire fournit à son personnel, et sous sa seule responsabilité, l'outillage nécessaire courant ou spécialisé afin de mener à bien sa mission et répondre aux exigences du présent cahier des charges.

Le titulaire doit fournir :

- Les moyens d'accès pour les travaux en hauteur (plate-forme de travail individuelle roulante, échafaudage, nacelle...),
- Les équipements de manutention (palans, chariot électrique de manutention...),
- Les équipements de sécurité du personnel (EPI, etc.),
- L'ensemble de l'outillage et des consommables nécessaires à la réalisation des travaux et à la visite de chiffrage (détecteur de métaux, de fluides, et tout autre matériel nécessaire à la réalisation des inspections préalables en conformité avec les normes en vigueur lors de la visite de chiffrage),
- S'assurer que son personnel est habilité à la manipulation des nacelles, et chariots électriques, ou tout équipements nécessitant une formation spécifique. Les justificatifs devront être transmis à CDC avant toute intervention.

Le titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas l'outillage et les matériels appartenant à la CDC qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

3.4 - LA COACTIVITÉ

Certaines opérations pourront être amenée à travailler en coactivité, sous la responsabilité de la CDC.

Dans le cadre de projet d'aménagement, le titulaire pourra être amené à travailler en coactivité, avec les titulaires d'autres marchés.

A la demande de la CDC, le titulaire devra remettre le Plan de prévention et Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé complété et signé à minima 72h avant le lancement de l'opération.

Lors de projet nécessitant la coactivité de plusieurs entreprises, une réunion de lancement de projet sera tenue à la demande du représentant de la CDC.

3.5 - PERSONNEL DU TITULAIRE

Les personnels du titulaire, en vue de l'exécution des opérations, doivent être préalablement nommément désignés par le titulaire à l'attention de la CDC.

A cet effet, le titulaire remet à la CDC la liste nominative de ces intervenants dans les quinze (15) jours ouvrés au moins avant la date de la première intervention. Ils sont les seuls autorisés à intervenir sur le site objet du marché. Des badges nominatifs sont attribués aux intervenants du titulaire lors de leur première venue, pour une durée annuelle.

Toute personne se présentant sur le site sans être préalablement annoncée ou ne figurant pas sur la liste, se verra refuser l'accès aux locaux.

Ces dispositions s'appliquent à tous les intervenants même si les prestations qu'ils réalisent sont ponctuelles.

Ce personnel devra faire preuve de discrétion et d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et du personnel. En cas d'infraction aux règles précitées, le titulaire devra agir pour remédier au problème. Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances et pour quelle que cause que ce soit.

Le titulaire instruit son personnel de façon à ce que celui-ci ne salisse pas les zones situées à proximité ou sur le parcours des locaux où il intervient.

ARTICLE 4 - PILOTAGE ET SUIVI DES PRESTATIONS

4.1 - PILOTAGE OPÉRATIONNEL

4.1.1 - Présentation des parties

Représentation de la CDC

A la notification du marché, la CDC désigne un correspondant responsable du suivi du marché.

Pour les opérations de la CDC, les interlocuteurs privilégiés du titulaire seront les conducteurs de travaux.

Représentation du titulaire

Le titulaire désigne :

UN RESPONSABLE

Le titulaire désigne un responsable du marché qui est l'interlocuteur principal de la CDC. Le titulaire désigne également un suppléant pour la durée du marché, en cas d'absence du responsable principal. Ils sont garants des engagements contractuels du titulaire.

En cas de modification de l'interlocuteur référents et/ou de ses coordonnées et afin d'assurer la continuité de la relation client, le titulaire s'engage à en informer, dans un délai d'un mois à l'avance, le représentant de la CDC à la condition que le profil proposé soit équivalent à celui validé à la notification du marché.

Il est responsable de :

- Du respect de l'exécution des travaux et du calendrier, du respect de la propreté de chantier,
- Du contrôle de la qualité des prestations,
- De l'organisation du travail,
- De la préparation et du suivi des prestations,
- Du suivi des sous-traitants,
- De l'information auprès des représentants de la CDC,
- De la discipline du chantier et du personnel,
- De la formation des intervenants sur les postes de travail et du respect du plan de prévention.

Le responsable est présent sur site sur demande de la CDC. Il est présent sur les réunions de suivi de réalisation des travaux, programmées à l'initiative de la CDC.

UN CHEF DE CHANTIER / CHEF D'EQUIPE

L'équipe détachée par le titulaire pour tout chantier est placée sous la responsabilité d'un chef de

chantier. Ce dernier devra être présent pour chaque démarrage de travaux quel qu'en soit la durée.

Pour un ensemble de travaux d'une durée supérieure à 2 jours consécutifs, le chef de chantier est présent à temps complet pendant toute la durée des travaux. Il est remplacé pendant toutes ses absences (congrés légaux, arrêt maladie). Le titulaire ne peut être représenté par son sous-traitant.

Le chef de chantier a le pouvoir de prendre toute décision qui s'imposerait sur le chantier.

Le chef de chantier réfère au responsable du marché le suivi de la réalisation des prestations, les décisions prises sont portées par le responsable du marché.

4.1.2 - Reporting et réunions

Réunion de lancement

Dès la notification du marché, une réunion de lancement se tiendra dans les locaux de la CDC avec les représentants de la CDC.

Cette réunion est l'occasion d'aborder toutes les questions concernant la réalisation des prestations, afin notamment de prévenir d'éventuelles difficultés qui pourraient survenir durant le marché. Le cas échéant, une réunion complémentaire pourra être organisée à la demande de la CDC ou du titulaire.

Réunions trimestrielles Suivi de la qualité de la prestation

Dans le cadre du suivi global de la bonne exécution du marché, une réunion trimestrielle sera organisée avant le 15 du mois suivant la fin du trimestre. Ces réunions ont pour ordre du jour :

- Présenter le livrable de suivi de l'activité (cf. article 5.1.1 du présent CCTP) : activité en cours : les chantiers terminés, en cours et à venir, les nouveaux matériaux, et les améliorations,
- Les délais de réponse aux demandes de la CDC : les délais d'établissement des devis, les délais d'intervention et les délais de levée de réserve le cas échéant.
- Le suivi financier des prestations : lister les bons de commande reçu/manquant, les PV de réception manquants, les factures manquantes.
- Le suivi des réclamations et de la satisfaction de la CDC
- La vérification de la mise à jour documentaire : DOE, BSD,
- Le suivi des contrôles qualités avec présentation des indicateurs de performance (cf. article 4.2. Pilotage de la performance du présent CCTP),
- La veille réglementaire,
- Les pénalités applicables.

Un compte-rendu sera établi par le titulaire à chaque réunion et sera transmis, par mail, à la Caisse des Dépôts dans les **5 jours ouvrés** suivant la réunion.

La Caisse des Dépôts se réserve le droit d'organiser des réunions supplémentaires, si la situation le justifie.

Lors des réunions trimestrielles, des critères complémentaires comme la mise à jour documentaire, l'envoi en temps et en heure des reporting et autres livrables attendus, la bonne organisation des réunions de suivi seront intégrés à ce dispositif de suivi de la performance.

4.2 - PILOTAGE DE LA PERFORMANCE

Afin de vérifier l'adéquation de la qualité des services fournis avec les engagements contractuels du titulaire, la Caisse des Dépôts contrôle la bonne exécution de la prestation et met en place des indicateurs de performance.

Les indicateurs évaluent l'activité, la qualité des prestations, les matériaux utilisés et tous les éléments nécessaires à mesurer la performance délivrée par le titulaire.

❖ Indicateur d'activité

➤ Délai de réponse

Indicateur évalué : délais de réponse à chacune des demandes / délais de réponse décrit à l'article 3.2.1.

Seuil attendu : 100% des délais de réponses conformes au présent CCTP

➤ Respect des rendez-vous

Indicateur évalué : présence aux rendez-vous et visites de chantier / nombre de rendez vous et de visite de chantier

Seuil attendu : 90% de présence aux réunions et visites de chantier demandés par la CDC

❖ Indicateur de qualité

➤ Nombre de chantiers avec réserves sur la réception des chantiers

Indicateur évalué : nombre de chantiers avec réserve / nombre de chantiers total

Seuil attendu : 90% des chantiers réceptionnés sans réserve

➤ Respect des plannings de réalisation des prestations

Indicateur évalué : nombre de chantier respectant le planning / nombre de chantier total

Seuil attendu : 90% des plannings respectés (horaires, délais)

Suivi : 1 constat = 1 mail

❖ Indicateur de conformité

➤ Conformité des devis

Indicateur évalué : nombre de devis conformes / nombre de devis total

Seuil attendu : 100% des devis conformes à la demande de travaux et au BPU

❖ **Indicateur de sécurité**

- Nombre « d'incident » constaté sur une prestation (les incidents relèvent du port des EPI, du respect des demande de permis feu, du bon affichage et balisage des zones de travaux et d'acheminement, l'absence de nuisances, etc.).

Indicateur évalué : nombre d'incident sur un chantier / nombre de chantier total

Seuil accepté 0%

Suivi : 1 constat = 1 mail = 1 rappel / 2 rappels = pénalité

❖ **Indicateurs environnementaux**

- Taux de réutilisation des déchets collectés sur chantier dans le processus de production des matériaux de construction
- Taux d'utilisation de matériaux issus de l'économie circulaire
- Taux de réalisations facilement déposables par les sociétés de curage
- Taux de produits éco-conçus (sans produits chimiques, facilitant ainsi le réemploi)
- Taux de recyclage des matériaux utilisés
- Taux de matériaux issus du réemploi et réemployés

ARTICLE 5 - LIVRABLES ATTENDUS

5.1 - LIVRABLES

1. Document de suivi d'activité trimestriel

Ce document retrace l'activité du titulaire, il fait notamment apparaître :

- Les travaux en cours : le respect du calendrier d'exécution, la conformité des travaux en cours.
- La réception des travaux terminés : les PV de réception associés et le suivi des réserves le cas échéant.
- La préparation des travaux à venir : la planification des travaux, le suivi des devis et la réception des bons de commande (BC).
- Présentation de nouveaux matériaux : fiches techniques
- Pistes d'amélioration : proposition pour le suivi de la qualité des futures prestations.

Le document de suivi est à transmettre à la CDC 15 jours avant chacune des réunions trimestrielles.

2. Tableau / logiciel de suivi des stocks mensuel

La gestion des stocks est à la charge du titulaire, à ce titre et à la demande de la CDC, il doit fournir un tableau de suivi des stocks.

Ce tableau reprend les éléments commandés et payés par la CDC mais non utilisés sur le chantier en question.

3. DOE

Le titulaire envoie des DOE à jour à chaque mise à jour.

L'ensemble de ces documents doit être mis à jour régulièrement ou à défaut à la fréquence demandée par la CDC, et peut être demandé à tout moment par un représentant de la CDC.

En cas de retard de production ou de non-production des livrables citées dans le présent article, la Caisse des Dépôts se réserve le droit d'appliquer des pénalités.

5.2 - REPORTING RSE

Afin de répondre aux engagements RSE de la CDC et permettre de calculer le bilan carbone des opérations/prestations, le titulaire s'engage également à transmettre au représentant de la CDC :

Ces données chiffrées sont à adresser semestriellement au représentant de la CDC au cours des mois de juin et de décembre de l'année en cours.

5.2.1 - Le bilan carbone des prestations fournies pour la CDC

Le titulaire doit fournir un bilan carbone semestriellement des prestations délivrées pour le compte de la CDC. **Il sera obligatoirement déposé sur la plateforme PROVIGIS.** Ce bilan devra évaluer les émissions de gaz à effet de serre liées aux activités d'entretien, en prenant en compte les thématiques suivantes :

1. Traitement et traçabilité des déchets

Le titulaire fourni à la CDC :

- Les bordereaux de suivi des déchets (BSD),
- Ou un fichier récapitulatif par site où l'on retrouve les données chiffrées du poids des déchets en tonnes, par nature et par filière de traitement/valorisation.

A la demande de la CDC le titulaire doit fournir la traçabilité de ses déchets par prestation.

2. Déplacements

Tout déplacement effectué dans le cadre de la prestation doit être enregistré, en mentionnant les distances parcourues et les moyens de transport utilisés.

Ces données sont recensées dans un tableau Excel ou autre support.